

Israël n'est pas un pays, c'est une injustice !

Israël est juridiquement un État, membre de l'Organisation des Nations-Unies depuis 1949. Mais politiquement, moralement et historiquement, une question s'impose. Qu'advient-il d'un État lorsqu'il ne parvient plus à imaginer son avenir autrement que par la guerre, la domination, la colonisation et la peur ? Israël n'est pas seulement confronté à une crise. Depuis sa fondation, il est lui-même une crise permanente. Une injustice.

Une injustice, faut-il le rappeler, n'est pas nécessairement un événement naturel. Elle peut être produite par des hommes, entretenue par des institutions, justifiée par des idéologies et prolongée par le silence des autres. Et lorsqu'une injustice est faite par des hommes, elle peut aussi être réparée par des hommes.

Depuis des décennies, l'occupation, la colonisation des territoires palestiniens et la violence politique ont enfermé ces deux peuples dans un rapport de force et d'injustice permanente. En Cisjordanie, l'expansion des colonies et les violences contre les **Palestiniens** ont atteint un niveau que des historiens, des organisations israéliennes de défense des droits humains et d'anciens responsables israéliens eux-mêmes dénoncent ouvertement. En août 2026, l'historien **Vincent Lemire** décrivait encore, dans *Le Monde*, une escalade de la violence en Cisjordanie et accusait les gouvernements occidentaux de laisser faire.

Paradoxe tragique, ceux qui prétendent assurer la sécurité d'Israël risquent, par une politique de force sans horizon politique, de contribuer à sa mise en abîme.

Quand la sécurité devient une prison

Un État peut gagner une bataille, même plusieurs et perdre son avenir. L'histoire en fournit d'innombrables exemples. L'Empire romain n'a pas disparu parce qu'un matin quelqu'un a appuyé sur un bouton. Il s'est lentement épuisé sous le poids de ses contradictions. Les empires coloniaux européens n'ont pas duré éternellement. L'Union soviétique paraissait encore inébranlable quelques années avant son effondrement. L'Afrique du Sud de l'apartheid semblait pouvoir maintenir indéfiniment son système de domination. Elle a finalement dû négocier sa sortie de l'impasse.

La puissance militaire ne garantit donc pas la pérennité politique. Elle peut même produire l'inverse lorsqu'elle dispense de répondre à la question essentielle, comment vivre avec ceux que l'on domine à coup de bombes ?

Israël dispose d'une armée extrêmement puissante, d'un appareil technologique remarquable, d'alliances internationales solides et d'un soutien américain historique. Mais aucune armée ne peut résoudre éternellement une question politique. Aucun mur ne peut supprimer une population. Aucun bombardement ne peut fabriquer une paix. Aucun système de sécurité ne peut transformer indéfiniment l'injustice en stabilité.

C'est ici que la question palestinienne cesse d'être seulement une question palestinienne. Elle devient une question sur la nature même de l'État israélien et sur le type de société qu'il veut devenir.

Le Judaïsme lui-même pose une question à Israël

Convoquons quelques intellectuels juifs devant la tragédie israélienne. Commençons par **Baruch Spinoza**. Excommunié par la communauté juive d'Amsterdam, il a défendu la **Liberté de pensée** contre les autorités qui prétendaient enfermer la vérité dans un dogme. **Spinoza** nous rappelle que la dignité humaine ne peut être subordonnée à une identité collective.

Puis viennent **Karl Marx, Hannah Arendt, Martin Buber, Emmanuel Levinas, Primo Levi, Walter Benjamin, Ahad Ha'am** et **Edgar Morin**.

Tous ne disent évidemment pas la même chose. Les enrôler artificiellement dans une même doctrine serait trahir leur pensée. Mais ils ont en commun, chacun à sa manière, une interrogation fondamentale sur le pouvoir, la liberté, l'altérité, la responsabilité et la condition humaine. Et c'est précisément cette interrogation qu'il faudrait entendre aujourd'hui.

Hannah Arendt, qui avait une connaissance intime du traumatisme juif européen, s'est montrée extrêmement critique envers certaines conceptions du nationalisme juif et envers la logique politique qui pouvait conduire à un conflit permanent avec les Arabes de Palestine.

Martin Buber, lui-même sioniste, défendait une coexistence judéo-arabe et s'opposait à la logique d'une domination exclusive.

Primo Levi, survivant **d'Auschwitz**, avait compris quelque chose que toute civilisation devrait méditer, la souffrance ne confère pas un permis de faire souffrir.

Et **Emmanuel Levinas**, philosophe de l'Éthique, plaça au cœur de sa pensée la responsabilité envers le visage de l'autre.

Ce n'est pas une condamnation du Judaïsme. C'est l'inverse. C'est rappeler qu'une tradition qui a produit tant de penseurs de l'éthique, de la conscience et de la responsabilité ne peut être réduite à une politique d'État.

Et Moïse dans tout cela ?

Il est impossible de convoquer Moïse comme témoin politique contemporain. Mais on peut convoquer le texte qui lui est traditionnellement associé.

La **Torah** dit, « *Tu n'opprimeras pas l'étranger, car vous savez ce qu'éprouve l'étranger, puisque vous avez été étrangers au pays d'Égypte* ». Exode 23:9. Le commandement apparaît à

plusieurs reprises dans la **Torah**. Le **Lévitique** va encore plus loin en demandant de traiter l'étranger comme un membre de la communauté et de l'aimer comme soi-même.

Voilà une ironie terrible de l'histoire. Une civilisation qui a fait de la mémoire de l'exil et de la persécution une composante essentielle de son identité possède aussi, dans ses textes fondateurs, l'injonction de ne pas reproduire envers l'étranger ce qu'elle a elle-même subi.

La mémoire n'a de sens que si elle devient une exigence morale. Sinon, elle devient un monument. Et les monuments ne sauvent personne.

Une catastrophe n'est jamais éternelle

Les deux grandes guerres mondiales ont tué des dizaines de millions d'êtres humains. Elles ont détruit des villes, des familles, des civilisations et des empires. Pourtant, elles ont fini. L'Allemagne nazie paraissait, en 1941, installée pour mille ans. Quatre ans plus tard, elle avait disparu. L'Union soviétique semblait indestructible. Elle a disparu en quelques mois. L'apartheid sud-africain semblait permanent. Il ne l'était pas.

L'histoire possède une propriété que les puissants oublient toujours, elle n'obéit pas éternellement aux puissants du présent. Israël aussi devra un jour sortir de la logique de guerre permanente. La question n'est donc pas de savoir si une situation historique peut changer. Elle le peut. La question est de savoir combien de vies devront encore être détruites avant que les dirigeants comprennent que la force ne constitue pas un projet de société.

Pour les **Palestiniens de Gaza**, cette réflexion n'est pas philosophique. Elle est quotidienne. Pour les **Palestiniens de Cisjordanie**, elle ne l'est pas davantage. Ils vivent avec les conséquences concrètes d'une occupation, des déplacements, des restrictions, des violences et d'une expansion coloniale que des observateurs et des organisations documentent depuis des années.

Pour les Israéliens, la question est différente mais tout aussi fondamentale. Quel avenir peut avoir une société qui apprend à ses enfants que leur sécurité dépend nécessairement de la domination permanente d'un autre peuple ?

Israël n'est pas le peuple juif

Il faut aussi faire une distinction que les passions politiques rendent trop souvent impossible. Faut-il le rappeler que critiquer l'État d'Israël n'est pas critiquer les Juifs. Être anti-sioniste ne peut être amalgamé à être anti-sémite.

Le Judaïsme n'est pas un gouvernement. Les Juifs du monde entier ne parlent pas d'une seule voix. Il existe des Juifs israéliens et non israéliens qui soutiennent les politiques du gouvernement israélien, d'autres qui les combattent, d'autres encore qui refusent toute confusion entre leur identité juive et l'État d'Israël.

Il serait donc aussi absurde de rendre les Juifs collectivement responsables de la politique israélienne que de rendre tous les musulmans responsables des décisions d'un gouvernement musulman.

La critique doit viser les politiques, les institutions, les idéologies et les décisions responsables de leurs conséquences. C'est justement pourquoi il est possible, et nécessaire, de critiquer le sionisme politique, certaines formes de nationalisme, l'occupation et la colonisation sans transformer cette critique en hostilité envers les Juifs.

Qui est responsable de cette impasse ?

Le sionisme moderne est né en Europe, le projet national juif a été porté par des Juifs eux-mêmes, avec des courants politiques très différents. La création d'Israël s'est inscrite dans le contexte du mandat britannique, de la **Shoah**, de la guerre de 1948, du plan de partage de l'ONU et des transformations géopolitiques du Moyen-Orient.

Mais l'Occident porte une responsabilité considérable, particulièrement le Royaume-Uni, les États-Unis et plusieurs puissances européennes, qui ont joué et continuent de jouer un rôle déterminant dans l'environnement politique, militaire, diplomatique et économique d'Israël.

L'Occident ne peut pas proclamer partout son attachement au Droit international, aux droits humains et à la protection des civils, puis adopter une indulgence particulière lorsqu'il s'agit d'Israël. **Le double standard finit toujours par détruire celui qui l'applique.** C'est là que se situe la véritable injustice occidentale.

Lorsque la mauvaise conscience devient politique étrangère

L'Europe porte une responsabilité historique immense envers les Juifs. L'antisémitisme européen, les pogroms, les persécutions et surtout la **Shoah** ont produit une dette morale dont l'Europe ne peut se débarrasser. Mais une dette historique ne peut pas être payée avec la vie d'un autre peuple. C'est le problème moral que l'Occident n'a jamais véritablement résolu.

Comment protéger la mémoire de la **Shoah** sans transformer cette mémoire en justification de toutes les politiques d'un État ? Comment combattre l'antisémitisme sans confondre l'antisémitisme avec toute critique du gouvernement israélien ? Comment reconnaître le droit des Juifs à vivre en sécurité sans nier le droit des Palestiniens à vivre libres, dignes et égaux ? Ces questions sont difficiles. Mais refuser de les poser est encore plus dangereux.

Si Israël devait un jour entrer dans une crise existentielle majeure, ce ne serait pas seulement une crise israélienne. Ce serait aussi une crise morale de l'Occident. Ce dernier devrait alors regarder derrière lui et répondre à une question terrible. Pourquoi avons-nous soutenu si longtemps une politique dont nous prétendions pourtant voir les dangers ? Qui assumera la responsabilité de cette contradiction ?

Qui expliquera aux générations futures que nous savions, que nous avons les images, les rapports, les témoignages, les alertes, mais que nous avons souvent préféré l'alliance stratégique au courage politique ?

Après la guerre, il faudra vivre

C'est peut-être la seule vérité universelle qui demeure. Toutes les guerres finissent. Mais les morts, eux, ne reviennent pas. La Paix ne consistera donc pas à demander aux **Palestiniens** d'oublier leurs morts. Elle devra créer un système politique dans lequel aucun peuple n'aura besoin de dominer l'autre pour se sentir en sécurité.

Deux États ? Un État binational ? Une confédération ? Une autre architecture politique encore inimaginable aujourd'hui ? La forme reste à inventer. Mais le principe, lui, devrait être non négociable : **Égalité de dignité, égalité de droits, sécurité pour tous, liberté pour tous.**

Il faudra un jour sortir du langage de la vengeance. Il faudra sortir du langage de la peur. Il faudra sortir du langage de la domination. Israël peut continuer à croire que sa survie dépend de sa puissance militaire. Les puissances occidentales peuvent continuer à repousser le problème. Mais l'Histoire, elle, finira par trancher.

Israël n'est pas éternel. Les empires ne sont pas éternels. Les occupations ne sont pas éternelles. Les guerres ne sont pas éternelles. L'injustice non plus.

La seule véritable question est de savoir si les hommes auront la sagesse de l'arrêter avant qu'elle ne détruise davantage de vies. Et lorsque viendra le jour où il faudra enfin reconstruire, il ne suffira pas de reconstruire des maisons, des routes et des hôpitaux. Il faudra reconstruire une idée beaucoup plus difficile, celle d'une humanité qui refuse de choisir entre la sécurité des uns et la dignité des autres.

Et si l'Occident veut éviter de tomber avec Israël, avec les illusions qu'il a lui-même entretenues, il devra comprendre que la mauvaise conscience ne se soigne ni par le silence ni par les armes. Elle ne peut être surmontée que par la justice.

Mohamed Lotfi

20 Août 2026